

# Avocats défensifs

## Environ cinq heures de mise en accusation de Wirecard

#Wirecard #Bavaria #Germany

Le temps est le plus souvent gris, comme celui du costume de l'administrateur judiciaire Jaffe, lorsque s'ouvre, le 8 décembre 2022, dans la salle d'audience flambant neuve de la prison de Stadelheim, la procédure judiciaire contre le Dr Markus Braun et deux hauts responsables du prestataire de services de paiement allemand insolvable Wirecard.

La salle d'audience numéro un, qui a encore un parfum de peinture fraîche, est pleine de monde. À droite, les procureurs de l'État de Munich. De l'autre côté de l'allée est assis l'ancien haut dirigeant de ce qui fut la plus grande entreprise allemande du DAX. Le pull à col roulé noir que le Dr Braun porte au tribunal en l'honneur du fondateur d'Apple, Steve Jobs, est un message clair à l'administrateur judiciaire Jaffe: regardez, je suis toujours un visionnaire qui en sait plus sur ce qui va arriver que vous tous, semble-t-il vouloir exprimer de manière non verbale.

Quelque temps après la première admission judiciaire, les choses s'enflamment. Non pas dans les cinq heures (!) de lecture de **documents par les procureurs** de Munich, qui en brûlent trois à la fin plutôt enrôlés après leurs exposés partiels, mais plutôt par les sirènes des nombreux smartphones.



Dr. Markus Braun en col roulé noir, 8 décembre 2022

Le département allemand de la protection des catastrophes et de la population avait envoyé une alerte test à l'échelle nationale à 11 heures pile. Le juge du tribunal interrompt l'audience 10 minutes avant en pleine connaissance de ce qui va se passer.

Par le passé, le prestataire de services de paiement d'Aschheim - aujourd'hui insolvable après 16 ans d'existence - et ses liens avec le ministère public de Munich ont connu une situation similaire. Dès 2002, une **première plainte pénale** a été déposée auprès des procureurs de l'État de Munich. Le propriétaire de l'entreprise, qui venait alors d'être évincé, a fait retentir les sirènes en indiquant que des initiés de l'entreprise seraient responsables du vol de la propriété intellectuelle. Toutefois, les procureurs de Munich ont refusé de s'intéresser de plus près à Markus Braun, de Wirecard, et au jeune Jan Marsalek.

La situation était similaire vers 2008, lorsque l'agence allemande de protection des investisseurs (SdK) s'est plainte de la fraude comptable de Wirecard lors de l'assemblée des actionnaires, pour ensuite déposer une plainte pénale contre Wirecard. Mais au lieu de s'en prendre à la fraude évidente de Wirecard, le parquet de Munich l'a inculpé et s'est assuré de condamner le membre du SdK pour ses enquêtes véridiques sur la fraude de Wirecard. Ironiquement et au son des sirènes, le membre du SdK a été sérieusement **enfermé pendant des mois** dans le même établissement pénitentiaire où se déroule actuellement la procédure contre le Dr Markus Braun et Cie.

Un chef de police de Munich **a enquêté sur Wirecard** pour blanchiment d'argent en 2015, mais c'est encore un représentant du parquet local qui a fait en sorte que l'enquête se termine prématurément. Quelques années auparavant, Mastercard et Visa ont infligé à Wirecard des amendes de plusieurs millions d'euros pour blanchiment d'argent.

L'implication de Wirecard UK dans l'affaire de blanchiment d'argent de Michael Schuett, qui a été condamné en Floride, aux États-Unis, n'a pas non plus été vraiment examinée par les procureurs de Munich. La commission d'enquête sur Wirecard auprès du Bundestag à Berlin a même découvert qu'un **ancien président de la police d'État bavaroise** a été engagé par Wirecard en tant que consultant, qui a fait du lobbying et s'est mêlé à divers postes de police, y compris un certain nombre de consulats et d'ambassades étrangers, au profit décisif de Marsalek et de ses collègues. Ce qui pourrait très bien être l'une des raisons pour lesquelles les procureurs de Munich ont plutôt



Médias à l'entrée du tribunal

enquêté sur des négociants en bourse d'Angleterre, et ont même ouvert une enquête sur des journalistes du Financial Times **jusqu'en 2019** pour leurs reportages véridiques sur la fraude de Wirecard.

Tout cela semble s'être envolé des nombreux bureaux de la salle d'audience de Stadelheim le 8 décembre 2022. Les procureurs de Munich ont lu, et lu, et lu leur acte d'accusation. En tout et pour tout, pendant environ cinq heures. Les accusations portent presque exclusivement sur des questions de bilan et de

fraude financière, énumérées méticuleusement pour chaque exercice fiscal.

Les prochaines dates d'audience ont déjà été programmées et dureront au moins jusqu'à la fin de l'année 2023, d'après la liste de papier à l'extérieur de la salle d'audience, où littéralement tous les grands médias allemands se positionnent pour blâmer principalement l'ancien PDG de Wirecard par le biais de microphones à sirène. Ce qui peut contribuer à empêcher Berlin d'envisager l'installation d'une seconde commission d'enquête sur Wirecard. Ce n'est rien d'autre qu'un gigantesque et énorme scandale, et aussi un grand blâme pour l'ensemble du bureau du procureur local, étant donné les années d'obstruction à la justice, espérons-le non délibérée. Y compris le soutien de l'exécutif bavarois de haut rang à Wirecard, qui s'est rendu jusqu'au lac Tegernsee, tout proche et parfait.

Dès le deuxième jour du procès, l'avocat de la défense de Braun a déposé une motion de suspension de la procédure. Il se plaint de manière convaincante que ni le parquet de Munich, ni le tribunal régional supérieur chargé du contrôle de la garde du Dr. Markus Braun, ni la commission d'enquête de Berlin n'ont réellement examiné en détail les comptes bancaires individuels des partenaires tiers. Si cela avait été fait, on aurait découvert que des paiements entrants se chiffrant en milliards étaient comptabilisés sur ces comptes opérationnels. Les devoirs de surveillance du Dr Braun n'ont pas pu être violés puisque les faits fondamentaux n'ont pas été examinés du tout. Le directeur de Wirecard, Oliver Bellehaus, serait responsable de la fraude. En tant que chef comptable, Bellehaus avait manifestement détourné les milliards manquants par le biais d'une structure fantôme mise en place sur les îles d'Antigua, entre autres, selon l'avocat de la défense.



En outre, le tribunal régional supérieur de Munich responsable du contrôle de la garde du Dr Braun avait délibérément adopté les faux récits du ministère public de Munich, principalement **à partir de la mi-2020**. L'assistance juridique a été retardée, des demandes importantes d'informations et de preuves ont été sabotées par le ministère public et parfois délibérément retenues, a expliqué l'avocat de la défense de Braun dans sa déclaration d'ouverture - y compris littéralement tous les mouvements de compte des partenaires tiers individuels, ainsi que plus de 180 000 courriels de vente asiatiques. Pour ces raisons, une demande de suspension de l'ensemble de la procédure judiciaire est nécessaire.

Après son discours, les sirènes d'alarme ont dû retentir parmi les procureurs de Munich. Un jour plus tard, on annonce que le juge en charge est tombé malade et que le **procès est reporté** à la semaine suivante, se poursuivant le 19 décembre 2022. À cette date, l'avocat de la défense de Bellehaus élabore pour la première fois la structure de la personnalité du Dr Braun, ainsi que Jan Marsalek et le responsable de Wirecard, troisième accusé. La stratégie de défense de Braun est basée sur la "théorie du complot", Bellehaus en est convaincu ; il est néanmoins désolé pour les dommages causés. Marsalek, Ley et von

Erffa lui avaient donné des ordres concernant les pratiques de la comptabilité principale. Avec von Erffa, Bellenhaus a falsifié des procès-verbaux et des reçus afin de faire croire à toute l'affaire TPA qui, selon lui et les procureurs de Munich, n'existait pas du tout.

Ce n'est que le 16 février 2023 que le Dr Markus Braun **a fait sa première déclaration** détaillée depuis des années. Il n'avait appris les comptes falsifiés et les problèmes réels de l'entreprise tierce que par la presse. L'audit spécial de KPMG avait été initié par lui et ses résultats avaient été interprétés dans l'intérêt de Wirecard AG, qu'il devait diriger, selon Braun.

À ce jour, aucune inculpation officielle sérieuse n'a été prononcée contre Jan Marsalek, qui reste absent.

Les Bavarois sont connus pour blâmer les non-Bavarois et autres soi-disant Prussiens pour leurs propres années d'abus judiciaires, afin de les projeter sur les autres.

<https://www.sun24.news/fr/avocats-defensifs-environ-cinq-heures-de-mise-en-accusation-de-wirecard.html>